



Baromètre de l'action climatique

Disposition des Québécoises et des Québécois envers les défis climatiques **2021**

Rapport du Laboratoire de l'action climatique,
une collaboration entre une équipe de recherche
de l'Université Laval et le média *Unpointcinq*





FAITS SAILLANTS

Un portrait de plus en plus raffiné



Pour mieux rendre compte des multiples dimensions de l'action climatique, le questionnaire a été bonifié. Certaines échelles de mesure ont été précisées, ce qui explique en partie la variabilité des résultats entre 2020 et 2021 à certaines questions (ex. : attitudes et émotions associées aux enjeux climatiques). De plus, de nouveaux thèmes ont été introduits, notamment l'action climatique à l'échelle citoyenne, la perception des enjeux de justice climatique, l'adaptation aux impacts des changements climatiques, etc.

Forte conviction de l'urgence d'agir, mais faible perception d'une menace imminente à l'échelle québécoise

Bien que le consensus autour de l'urgence d'agir au Québec se consolide (84 %), les Québécoises et les Québécois sont beaucoup moins nombreux (39 %) à considérer que les enjeux climatiques constituent une menace élevée susceptible d'affecter le Québec à court terme.

22%

À peine 22 % se sentent personnellement menacés. Pourtant, plus d'une Québécoise et d'un Québécois sur deux rapporte avoir déjà vécu au moins une perturbation liée aux changements climatiques.

Des efforts climatiques au quotidien, mais des choix de vie encore susceptibles d'avoir une forte empreinte climatique

La population est de plus en plus nombreuse à adopter des gestes climatiques au quotidien (ex. : réduction du gaspillage alimentaire, compostage, etc.). Toutefois, une minorité seulement a opté pour un lieu résidentiel facilitant les déplacements écoresponsables ou un domicile de taille minimale, par exemple.



De plus, les Québécoises et les Québécois montrent un fort attachement à leur véhicule : la majorité possède ou loue à long terme une voiture, et à peine 1 personne sur 10 envisage un changement à cet égard dans la prochaine année.



Littératie climatique déficiente

Tout comme en 2020, la population tend à surestimer l'impact climatique de plusieurs gestes du quotidien.

De plus, la majorité des Québécoises et des Québécois affirment être en mesure d'expliquer facilement ce que sont les « impacts des changements climatiques », mais pas les autres concepts mesurés (tels que « gaz à effet de serre », « empreinte carbone » ou « adaptation aux changements climatiques »).

Les jeunes adultes, plus engagés dans la sphère citoyenne

18-34^{ans} Elles et ils sont plus nombreux que les autres groupes d'âge à s'engager dans la sphère citoyenne en lien avec les enjeux climatiques (ex.: voter pour une candidate ou un candidat ou un parti qui s'engage à agir pour le climat, s'impliquer bénévolement dans un organisme ou un projet, participer à une manifestation, etc.).

Des attentes toujours plus élevées

La majorité de la population considère que toutes et tous (les gouvernements, les entreprises, les individus, etc.) devraient en faire davantage pour le climat.

Solidarité climatique

84 % La forte majorité de la population (84 %) estime important de prendre des mesures pour protéger les personnes les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques. Par exemple, l'idée de créer un programme d'aide pour soutenir les individus les plus affectés est approuvée par 68 % des Québécoises et des Québécois.



Les mesures collectives, plus populaires que les frais individuels

Parmi les différentes mesures soumises aux répondantes et aux répondants, celles qui ne touchent pas directement le portefeuille des individus sont les plus susceptibles de recevoir un appui.



Laboratoire de l'action climatique

Unique dans l'écosystème québécois de la lutte contre les changements climatiques, le Laboratoire de l'action climatique est le fruit d'une collaboration entre une équipe de recherche de l'Université Laval spécialisée en communication environnementale et en marketing social et le média de solutions *Unpointcinq*. Suivant les modalités d'un laboratoire vivant et recourant autant à des enquêtes par questionnaire à grande échelle qu'à des groupes de discussion, il permet de tester la réception de différents types de contenus portant sur les enjeux climatiques auprès de publics variés, ainsi que de mesurer la disposition des Québécoises et des Québécois envers les défis individuels et collectifs de l'action climatique. L'objectif du laboratoire est de faire avancer les connaissances scientifiques dans le domaine de la communication marketing autour de l'action climatique et, ainsi, de fournir aux parties prenantes concernées par la transition climatique (gouvernements fédéral et provincial, municipalités, entreprises, organismes, individus, etc.) de nouvelles pistes et des données pour l'élaboration de stratégies gagnantes.

Le Laboratoire de l'action climatique compte sur l'appui financier, matériel et scientifique de plusieurs partenaires. Ceux-ci ne s'immiscent pas dans ses activités; ils ne déterminent pas la ligne éditoriale d'*Unpointcinq* et n'exercent aucun contrôle sur les activités de recherche du Laboratoire.



Pour citer ce document :

Champagne St-Arnaud, V., Lalloz, C., Alexandre, M., Daignault, P. et Poitras, P. (2021). Baromètre de l'action climatique 2021: Disposition des Québécoises et des Québécois envers les défis climatiques. Québec, Laboratoire de l'action climatique.

Nouvelle collaboration

Depuis 2021, les travaux du Baromètre de l'action climatique servent à éclairer les réflexions des membres du projet de recherche «Adaptation aux changements climatiques au Québec: Comment mieux communiquer et favoriser l'engagement de la population en contexte pandémique?», issu d'un partenariat entre Ouranos et des chercheuses et des chercheurs provenant de plusieurs milieux et disciplines, dont le marketing, la santé publique et la science politique. Cette équipe multidisciplinaire étudie l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la population québécoise, travaille sur un état des lieux de la communication climatique au Québec durant la pandémie et évalue différentes stratégies de communication visant les enjeux climatiques qui touchent la population.



TABLE DES MATIÈRES

Prédisposition à l'action climatique..... 6

Préoccupations liées à l'environnement.....	7
Attitudes liées aux enjeux climatiques.....	8
Émotions ressenties à l'égard des enjeux climatiques.....	9
Niveau de perception d'une menace climatique à court terme.....	10
Perturbations vécues en lien avec les changements climatiques.....	11
Perceptions des questions de justice climatique.....	12

Connaissances relatives à l'action climatique..... 13

Compréhension de l'effet des gestes du quotidien sur le climat.....	14
Compréhension perçue de quelques concepts liés à l'action climatique.....	15

L'action climatique sous l'angle individuel..... 16

Estimation du niveau d'engagement climatique.....	17
Sentiment d'efficacité personnelle.....	18
Grandes décisions dans la vie personnelle.....	19
Actions ponctuelles dans la vie personnelle.....	20
Actions d'implication citoyenne.....	21
Sentiments suscités par l'action climatique.....	22
Perceptions des effets de l'action climatique dans la vie personnelle.....	23

L'action climatique sous l'angle collectif..... 24

Normes sociales liées à l'action climatique.....	25
Sentiment d'efficacité collective.....	25
Perception de la responsabilité en matière d'action climatique.....	26
Attitudes à l'égard de mesures de lutte et d'adaptation aux changements climatiques.....	27
Perception des entreprises engagées dans l'action climatique.....	29

Les actrices et les acteurs de l'action climatique..... 30

Une segmentation toujours pertinente.....	31
Des racines communes au cœur de l'action climatique.....	31

Méthodologie..... 37



PRÉDISPOSITION À L'ACTION CLIMATIQUE



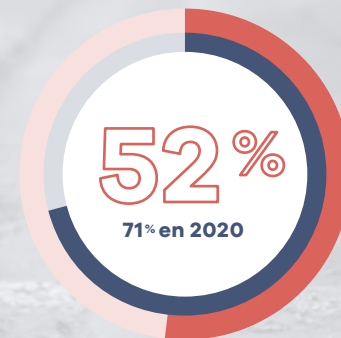


Préoccupations liées à l'environnement

La majorité de la population québécoise (particulièrement les femmes et les personnes âgées de 55 ans et plus) se dit très préoccupée par les problèmes environnementaux en général, mais cette préoccupation a considérablement diminué comparativement à 2020 (-18 pts). Le contexte pandémique, qui a généré chez plusieurs une forte insécurité économique et psychologique, laissant peu d'espace à d'autres types de préoccupations, peut partiellement expliquer ce résultat.



« Je me perçois comme une personne très préoccupée par les problèmes environnementaux en général. »



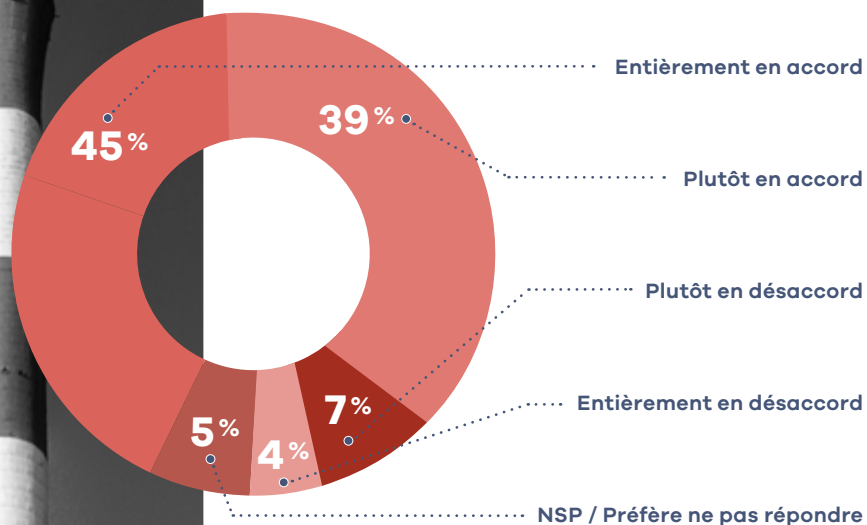
« Je suis soucieux ou soucieuse de l'image que je projette quant à l'impact de mes choix quotidiens sur l'environnement ou le climat. »



Attitudes liées aux enjeux climatiques

Malgré une préoccupation moindre pour les problèmes environnementaux en général, la forte majorité des Québécoises et des Québécois (84 %) pense qu'il est urgent d'agir contre les changements climatiques. Ce consensus s'est consolidé par rapport à l'an dernier (+5 pts). Toutefois, certaines croyances nuisent toujours à l'action climatique. Par exemple, 17 % de la population québécoise considère qu'il est trop tard pour lutter contre les changements climatiques, alors qu'une personne sur cinq pense que c'est trop complexe. Les hommes sont significativement plus nombreux à entretenir des croyances freinant l'action climatique.

« Il y a urgence d'agir au Québec contre les changements climatiques. »



17%

« Il est trop tard pour lutter contre les changements climatiques. »

20%

NOUVELLE MESURE 2021

« Il est trop complexe d'agir contre les changements climatiques. »

10%

« Les changements climatiques ne concernent pas ma génération. »

14%

« Il est inutile d'agir au Québec, car ce sont d'autres grands pays qui émettent le plus de gaz à effet de serre. »

42%

« Ce sont les solutions technologiques qui permettront de régler le problème des changements climatiques. »

Une échelle de mesure plus précise a été utilisée en 2021, passant de « oui / non » en 2020, à une échelle allant de « entièrement en accord » à « entièrement en désaccord ». Pour cette raison, les grandes variations entre 2020 et 2021 sont possiblement expliquées en partie par le changement méthodologique. Il n'est donc pas pertinent de comparer avec les résultats de 2020 ici.

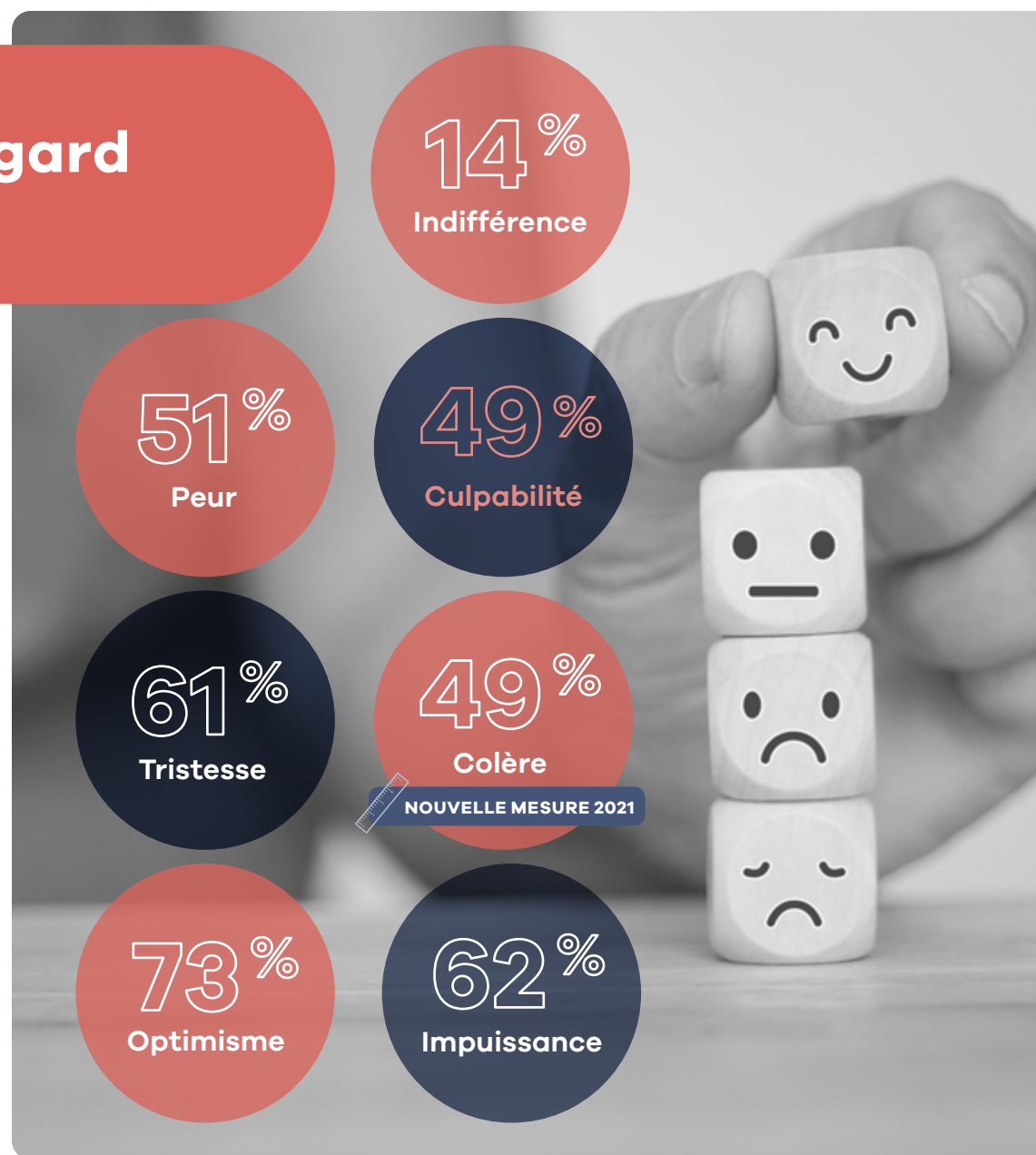


Émotions ressenties à l'égard des enjeux climatiques

Tout comme les croyances, les émotions ressenties à l'égard des enjeux climatiques sont déterminantes dans la décision d'adopter ou non des gestes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) ou, par exemple, de soutenir des initiatives visant l'adaptation collective aux impacts des changements climatiques.

Les Québécoises et les Québécois sont nombreux à exprimer des sentiments d'impuissance (62 %), de tristesse (61 %), de peur (51 %) ou de culpabilité (49 %). Pour certaines personnes, ces sentiments serviront de moteur à l'action climatique alors que, pour d'autres, il s'agira de freins. Les femmes et les jeunes adultes (18-34 ans) sont significativement plus habités par ces émotions négatives que les autres groupes.

L'optimisme anime toutefois la majorité de la population (73 %), possiblement parce qu'une grande partie d'entre elle (42 %) investit également beaucoup d'espoir dans les solutions technologiques. Les personnes de 55 ans et plus sont particulièrement persuadées qu'il y aura des solutions pour résoudre les enjeux climatiques.



Une échelle de mesure plus précise a été utilisée en 2021, passant de « oui / non » en 2020, à une échelle allant de « entièrement en accord » à « entièrement en désaccord ». Pour cette raison, les grandes variations entre 2020 et 2021 sont possiblement expliquées en partie par le changement méthodologique. Il n'est donc pas pertinent de comparer avec les résultats de 2020 ici.



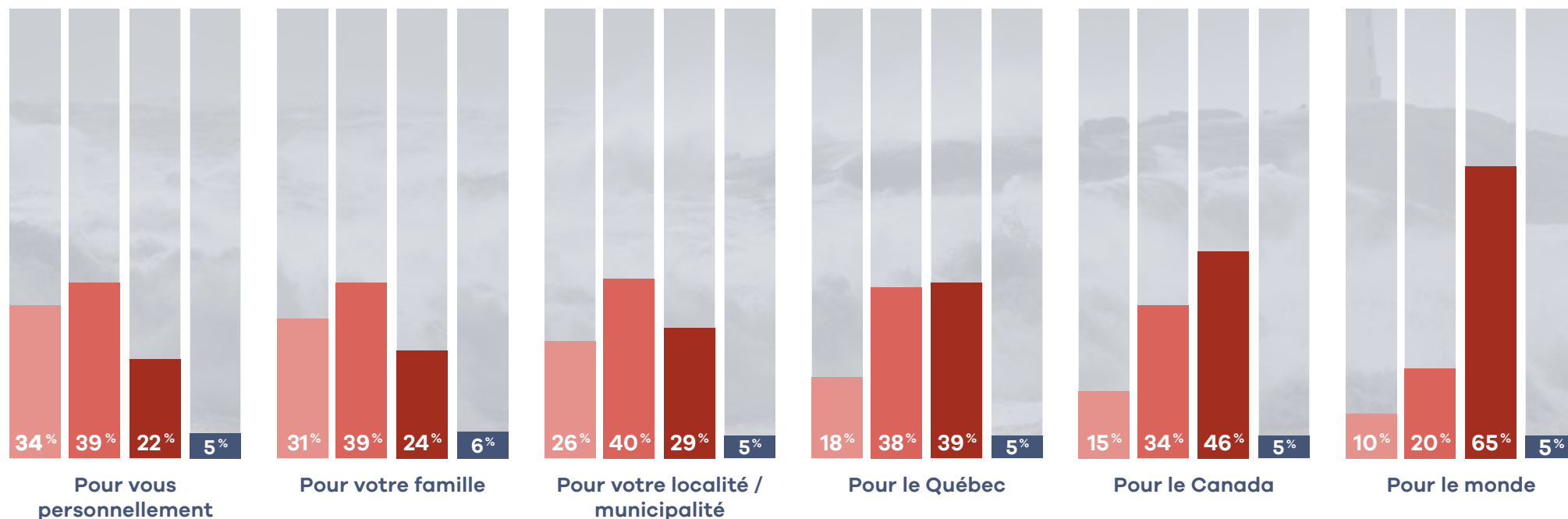
Niveau de perception d'une menace climatique à court terme

Les changements climatiques sont souvent perçus comme un phénomène lointain sur les plans géographique et social. Il s'agit d'ailleurs de l'un des principaux freins à l'action climatique. À l'inverse, une personne considérant que la menace climatique est susceptible d'affecter directement son environnement ou celui de ses proches sera plus motivée à agir.

À court terme, seulement 22 % des Québécoises et des Québécois considèrent être personnellement en danger par rapport aux changements climatiques (menace élevée à très élevée). C'est pour le reste du monde que la majorité de la population québécoise perçoit la plus grande menace climatique. La perception de cette menace est par ailleurs significativement plus élevée chez les femmes, pour chacune des catégories de distance. On note également que les 18-34 ans se sentent plus personnellement menacés par les changements climatiques que les autres groupes d'âge.

Quel niveau de menace à court terme pensez-vous que les changements climatiques représentent pour chacun des éléments suivants?

- Très faible à faible
- Moyen
- Élevé à très élevé
- Ne sais pas / préfère ne pas répondre





Perturbations vécues en lien avec les changements climatiques

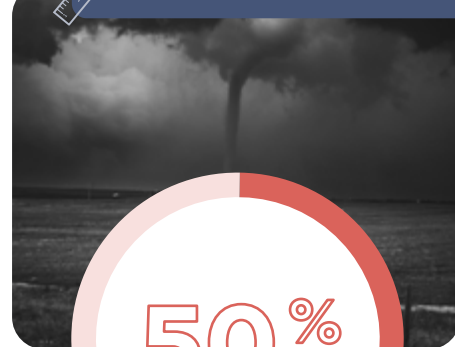
Au cours des dernières années, la moitié des Québécoises et des Québécois affirme avoir déjà vécu au moins un événement météorologique extrême en lien avec les changements climatiques, tel qu'une vague de chaleur, une inondation, un glissement de terrain ou une tornade. D'autres ont déclaré avoir subi des effets néfastes sur leur santé (17%) (ex.: difficultés respiratoires liées à la mauvaise qualité de l'air), des dommages aux structures immobilières ou à l'environnement bâti (16%) (ex.: infiltration d'eau à la suite d'une inondation), ainsi que des pertes financières (15%), notamment causées par la hausse de la température ou par la sécheresse.

Les personnes habitant dans la région de Montréal sont significativement plus nombreuses à avoir subi les effets des changements climatiques.

56%

des répondantes et répondants affirment avoir vécu au moins une perturbation liée aux changements climatiques.

NOUVELLES MESURES 2021



Événements météorologiques extrêmes



Problèmes de santé



Dommages aux structures immobilières ou à l'environnement bâti



Pertes financières



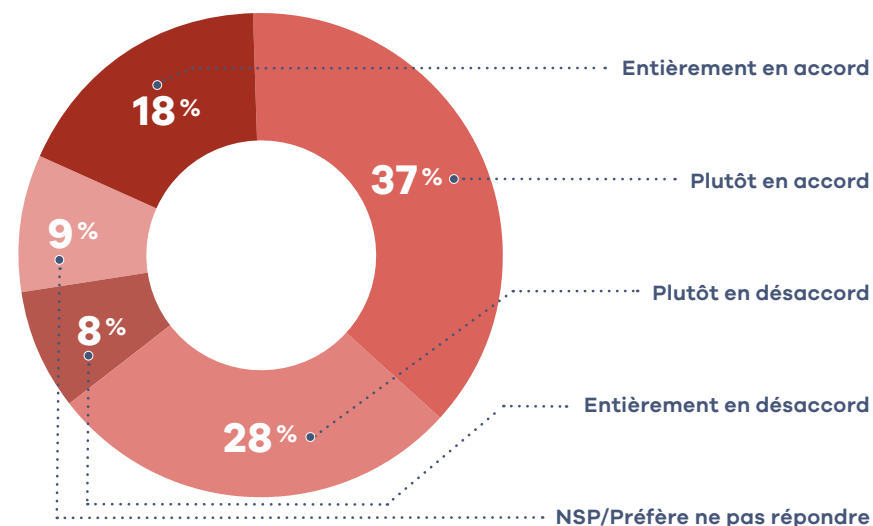
Perceptions des questions de justice climatique

Les enjeux de justice climatique préoccupent plusieurs acteurs de la lutte contre les changements climatiques au Québec. Qu'en est-il de la population québécoise en général? Perçoit-elle des variations dans la manière dont les changements climatiques affecteront l'ensemble des Québécoises et des Québécois? Cette question divise la population puisque environ une personne sur deux considère que tout le monde sera affecté de manière plutôt égale. Paradoxalement, une proportion beaucoup plus importante estime important de prendre des mesures pour protéger les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques. Les femmes et les personnes âgées de 55 ans et plus sont les plus susceptibles d'adhérer à cette idée.



NOUVELLE MESURE 2021

« Les changements climatiques affecteront l'ensemble des Québécoises et des Québécois de manière plutôt égale. »



NOUVELLE MESURE 2021

84 % de la population estime important de prendre des mesures pour protéger les Québécoises et les Québécois les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques.



CONNAISSANCES RELATIVES À L'ACTION CLIMATIQUE



Compréhension de l'effet des gestes du quotidien sur le climat

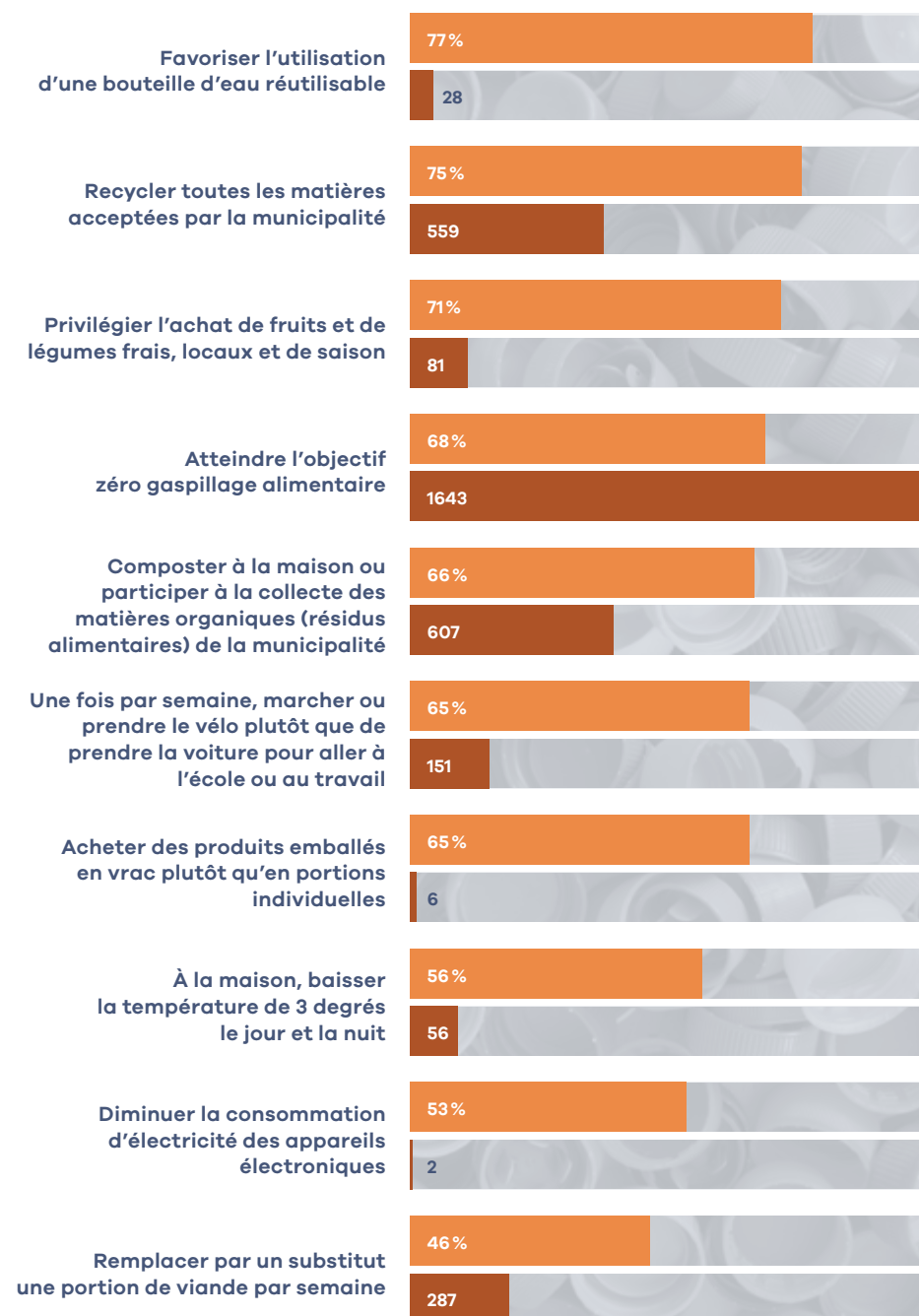
Plus une personne évalue avec justesse l'impact climatique de ses décisions, plus elle est en mesure de faire des choix éclairés qui réduisent véritablement son empreinte climatique. Dans cette édition 2021 du Baromètre, une mesure plus affinée a permis d'évaluer avec précision l'écart entre les perceptions des Québécoises et des Québécois et l'impact climatique réel de certains gestes du quotidien. Les résultats sont similaires aux tendances observées depuis 2019: les personnes interrogées tendent à surestimer l'impact climatique de plusieurs gestes du quotidien. Paradoxalement, seulement une personne sur cinq affirme ne rien y connaître ou presque en matière de changements climatiques.

● % qui pensent que cette action contribue fortement à réduire les GES

● Économie de GES par action
(en kg d'éq. CO₂/année*)

* Ces données correspondent à la quantité de GES (en kg de CO₂ équivalent) évités annuellement par une famille moyenne (3,4 personnes). Elles ont été estimées en 2019 (puis révisées en 2021) par le CIRAIG, dans le contexte de l'élaboration des défis de réduction carbone proposés par l'organisme Carbone Scol'ERE.

www.ciraig.org
qc.carbonescolere.com



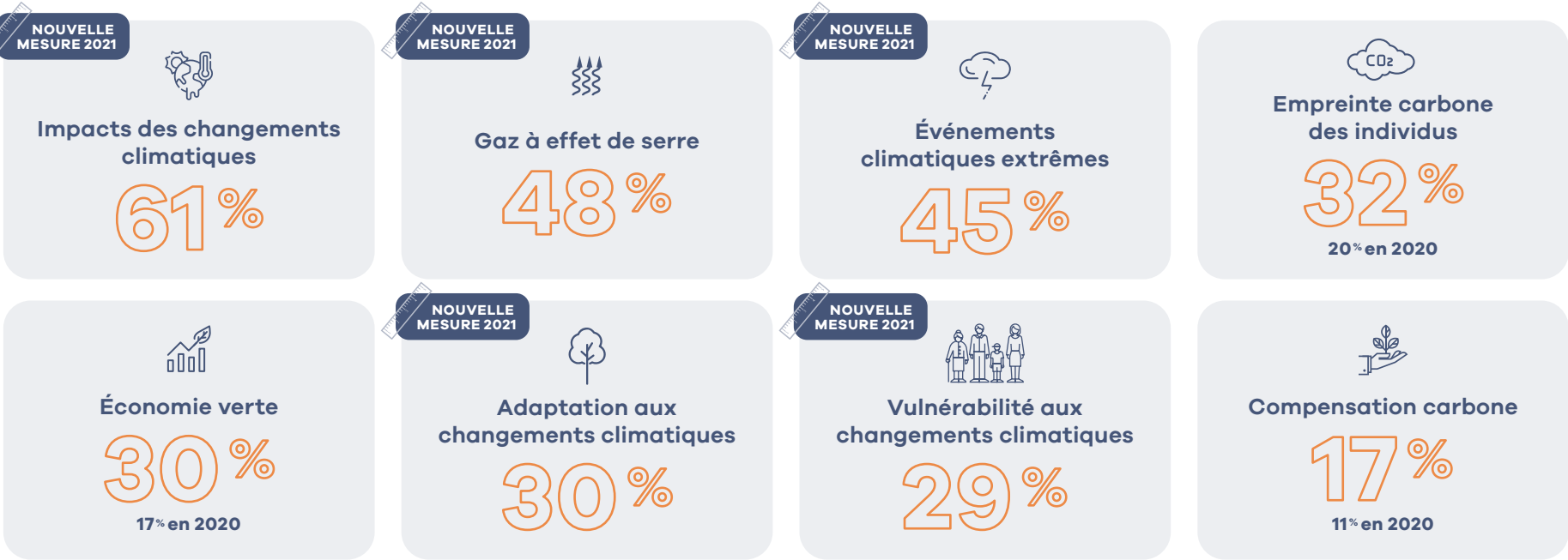
Compréhension perçue de quelques concepts liés à l'action climatique

L'édition 2020 du Baromètre révélait que, bien qu'ils soient de plus en plus présents dans l'espace médiatique, certains concepts liés à l'action climatique sont perçus comme difficiles à expliquer par la population québécoise elle-même. L'édition 2021, qui a été bonifiée de nouvelles mesures, notamment liées à l'adaptation aux changements climatiques, rapporte des résultats similaires. La majorité des Québécoises et des Québécois affirme être en mesure d'expliquer facilement ce que sont les « impacts des changements climatiques », mais pas les autres concepts mesurés.

Tout comme en 2020, les hommes et les individus possédant une scolarité universitaire sont plus nombreux que les autres à affirmer pouvoir expliquer ces concepts.

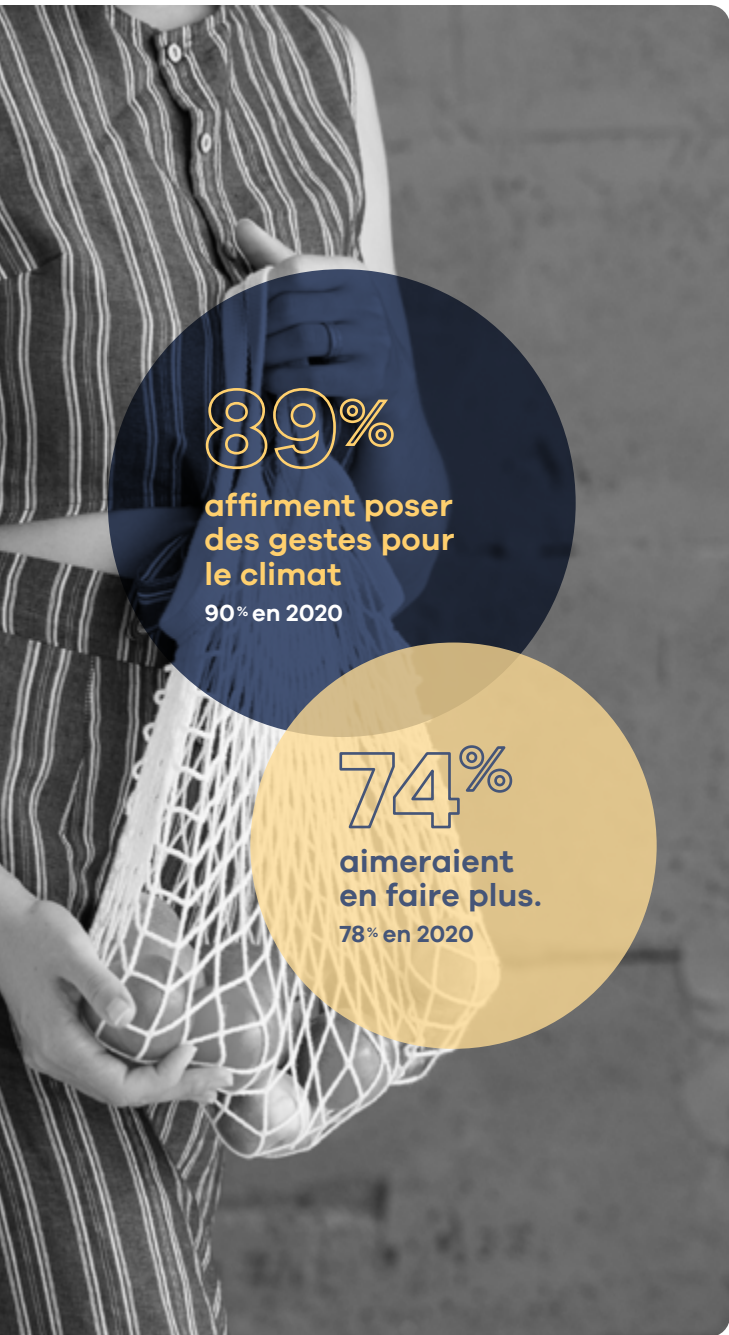


Parmi les concepts suivants, lequel ou lesquels seriez-vous en mesure d'expliquer facilement à une autre personne ?





L'ACTION CLIMATIQUE SOUS L'ANGLE INDIVIDUEL



89%

affirment poser
des gestes pour
le climat

90% en 2020

74%

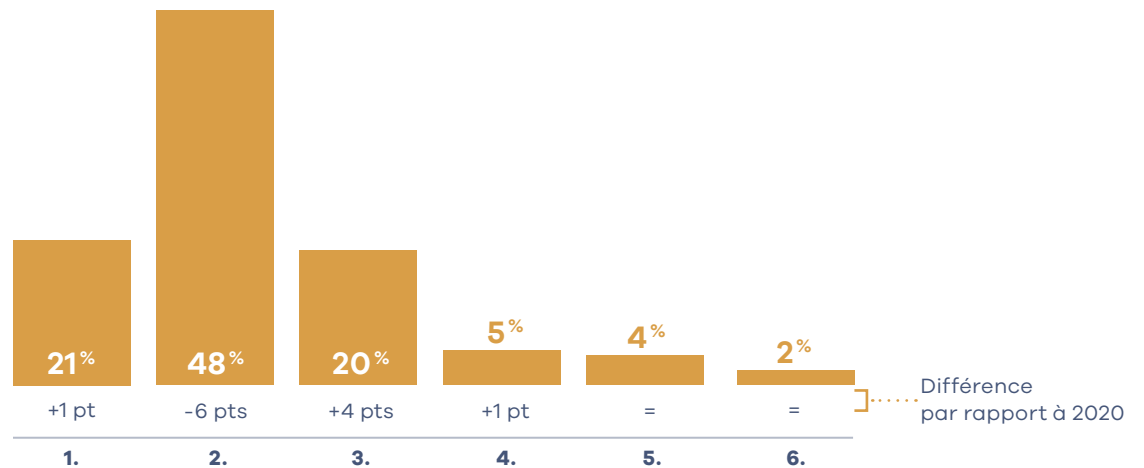
aimeraient
en faire plus.

78% en 2020

Estimation du niveau d'engagement climatique

La proportion de personnes qui affirment poser des gestes pour le climat est stable (89 %), mais la population est moins disposée qu'en 2020 à en faire davantage pour le climat (74 %, -4 pts). Il est possible que la hausse du sentiment d'impuissance explique en partie ce résultat, ainsi que la perception que d'autres acteurs doivent également en faire davantage quant aux enjeux climatiques.

Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à affirmer en faire beaucoup et à vouloir en faire plus. Les 18-34 ans, quant à eux, sont les plus susceptibles de déclarer en faire un peu, mais vouloir en faire davantage.



« Comment décrivez-vous votre participation actuelle à la lutte contre les changements climatiques au quotidien ? »

- « J'en fais déjà beaucoup, mais j'aimerais en faire plus. »
- « J'en fais déjà un peu, mais j'aimerais en faire plus. »
- « Je fais déjà tout ce que je peux et je ne vois pas comment je peux en faire plus. »
- « Je ne fais rien pour l'instant, mais j'aimerais faire ma part. »
- « Je ne vois pas la pertinence de changer mes activités et choix quotidiens. »
- NSP/Préfère ne pas répondre

Sentiment d'efficacité personnelle

Ce qui facilite le passage à l'action climatique, c'est le fait de posséder un double sentiment d'efficacité: celui que les gestes sont à notre portée (on sait quoi faire et ce n'est pas trop complexe) et celui que ces gestes auront un impact concret.

Les Québécoises et les Québécois sont de plus en plus persuadés que réduire leur impact sur le climat est à leur portée (ex.: 68 % trouvent qu'agir pour le climat est facile), mais elles et ils ont un sentiment mitigé quant à l'impact de leurs gestes dans la lutte contre les changements climatiques. Les personnes interrogées sont deux fois plus nombreuses à considérer que les actions réalisées dans la vie personnelle ont un impact concret, comparativement aux actions d'implication citoyenne.

Les femmes et les personnes de 55 ans et plus possèdent un plus grand sentiment d'efficacité personnelle que les autres groupes.



« Je sais quoi faire pour réduire personnellement mon impact sur le climat. »



« Il est facile de réduire personnellement mon impact sur le climat. »



« Par mes actions dans ma vie personnelle (ex.: limiter le gaspillage alimentaire chez moi), j'ai un impact concret dans la lutte contre les changements climatiques. »



« Par mes actions d'implication citoyenne (ex.: signer une pétition), j'ai un impact concret dans la lutte contre les changements climatiques. »

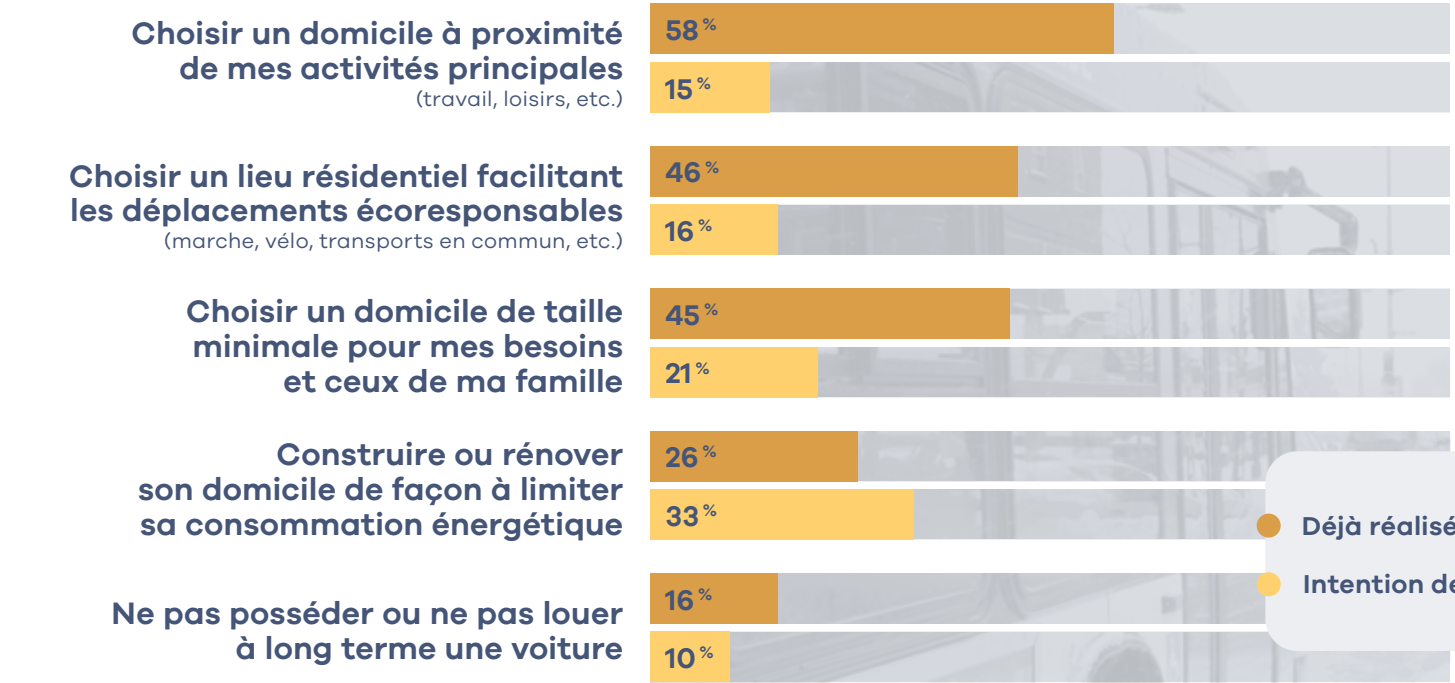
Grandes décisions dans la vie personnelle

Plusieurs grandes décisions dans la vie d'un individu ont un effet important sur son empreinte climatique. Les décisions liées à la résidence (son emplacement géographique, sa taille, sa conception, etc.) ainsi que celles relatives aux modes de déplacement sont particulièrement importantes.

La majorité des Québécoises et des Québécois (58 %) déclare habiter à proximité de leurs activités principales (travail, loisirs, etc.), mais seulement 46 % affirment que ce lieu résidentiel facilite les déplacements écoresponsables. Il est possible, entre autres explications, que la population associe le terme « proximité » à une distance qui peut être parcourue rapidement en voiture.

Les Québécoises et les Québécois ressentent d'ailleurs un fort attachement à leur véhicule, puisque seulement 16 % de la population déclare ne pas posséder ou ne pas louer à long terme une voiture, et à peine 1 personne sur 10 envisage un changement à cet égard dans la prochaine année. Les 18-34 ans et les personnes touchant un revenu annuel inférieur à 40 000 \$ sont les plus susceptibles de ne pas posséder ou de ne pas louer de véhicule, et les personnes détenant un revenu supérieur à 80 000 \$ sont les moins motivées à se départir de leur voiture d'ici un an.

NOUVELLES MESURES 2021



Actions ponctuelles dans la vie personnelle

Sauf pour la réduction de la consommation de viande (43 %), la population adopte en majorité chacun des gestes climatiques sondés. C'est encore le recyclage qui domine (94 %), suivi de la diminution du gaspillage alimentaire (85 %) et de l'utilisation de produits réutilisables plutôt que jetables (78 %). Comparativement à l'an dernier, le taux d'adoption de l'ensemble des gestes climatiques est nettement supérieur, particulièrement en ce qui a trait à la réduction de la consommation énergétique à la maison (+12 points), à la diminution des déplacements en avion (+27 points) et en véhicule à essence (+20 points). Certains de ces changements (ex. : déplacements en avion) sont possiblement liés au contexte pandémique.

De façon générale, les femmes, les personnes de 55 ans et plus et celles ayant des enfants sont significativement plus nombreuses à adopter des gestes dans leur vie personnelle pour réduire leur impact sur le climat.



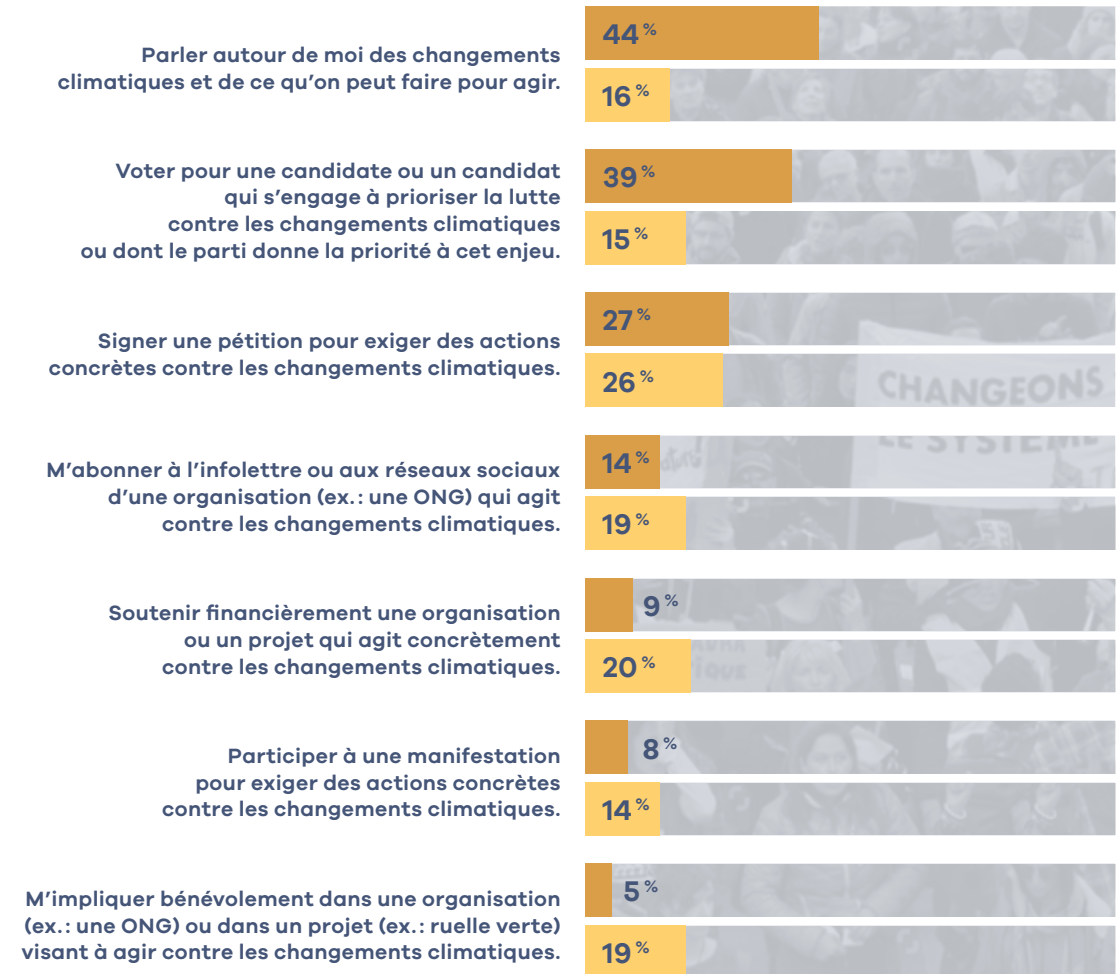
Actions d'implication citoyenne

Au-delà des gestes climatiques posés dans sa vie personnelle (ex. : composter), l'action citoyenne peut également avoir un impact sur le climat. Par exemple, au Québec, 39 % des individus sondés déclarent avoir déjà voté pour une candidate ou un candidat qui s'engage à prioriser la lutte contre les changements climatiques. Parmi les 18-34 ans, cette proportion grimpe à 50 %. Rappelons qu'au moment de la collecte de données, une campagne électorale fédérale était en cours, alors qu'elle se préparait à l'échelle municipale.

Discuter des enjeux climatiques et de leurs solutions avec son entourage est l'action la plus populaire (60 % le font ou en ont l'intention), alors que la participation à une manifestation pour exiger des actions gouvernementales concrètes arrive au bas de la liste des gestes citoyens (22 % l'ont déjà réalisée ou en ont l'intention).

L'âge est la variable la plus susceptible d'influencer l'adoption de ces comportements d'implication citoyenne, puisque les jeunes adultes (18-34 ans) sont plus nombreux que les autres groupes d'âge à s'engager dans la sphère citoyenne en lien avec les enjeux climatiques.

NOUVELLES MESURES 2021



● Déjà réalisé

● Intention de le faire d'ici un an

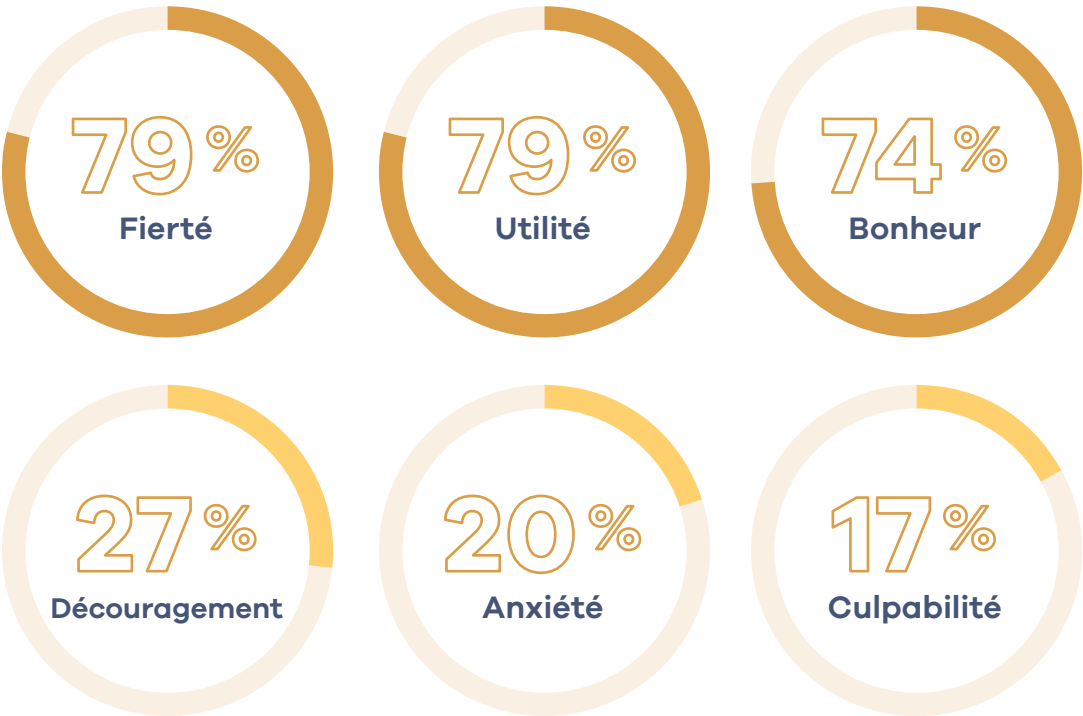
Sentiments suscités par l'action climatique

L'action climatique n'a pas seulement des bienfaits pour l'environnement ou pour la collectivité. Adopter des gestes concrets pour le climat, à l'échelle individuelle ou collective, génère pour la forte majorité de la population des émotions positives telles que la fierté (79%), le bonheur (74%) ainsi qu'un sentiment d'utilité (79%).

C'est une bonne nouvelle, puisqu'une personne qui éprouve un sentiment positif après avoir posé un geste favorable au climat aura tendance à reproduire ce comportement et, parfois même, à en adopter de nouveaux. C'est une dynamique de renforcement.

Cela n'exclut pas de vivre simultanément des émotions négatives (ex. : découragement, culpabilité, anxiété), mais elles sont moins présentes auprès de la population québécoise.

Ce que les Québécoises et les Québécois ressentent lorsqu'elles et ils posent des gestes concrets d'action climatique.



Précision : ces questions ont été posées à celles et ceux ayant indiqué un engagement dans la lutte contre les changements climatiques, soit 1804 individus sur un total de 2002.

Une échelle de mesure plus précise a été utilisée en 2021, passant de « oui / non » en 2020, à une échelle allant de « entièrement en accord » à « entièrement en désaccord ». Pour cette raison, les grandes variations entre 2020 et 2021 sont possiblement expliquées en partie par le changement méthodologique. Il n'est donc pas pertinent de comparer avec les résultats de 2020 ici.



Perceptions des effets de l'action climatique dans la vie personnelle

L'adoption de gestes favorables au climat peut provoquer différentes répercussions dans la vie personnelle des individus, qui peuvent contribuer à expliquer les sentiments vécus. D'un point de vue positif, les personnes engagées dans la lutte climatique se sentent majoritairement plus connectées à la nature (70 %) et plus convaincues de leur capacité à influencer le monde qui les entoure (66 %)*. La majorité de ces personnes (57 %) ont même découvert de nouvelles sources de plaisir dans leur vie. Les individus de 55 ans et plus sont particulièrement nombreux à relever ces effets positifs.

Cependant, l'action climatique peut également s'accompagner de conséquences plus négatives (et peu de différences distinguent les groupes à cet égard). La majorité craint l'impact des gestes irresponsables des autres sur ses propres efforts (69 %) et se désole de payer plus cher (64 %). Une personne sur cinq déplore également manquer de temps pour d'autres activités importantes dans sa vie.

*Précision: ces questions ont été posées à celles et ceux ayant indiqué un engagement dans la lutte contre les changements climatiques, soit 1804 individus sur un total de 2002.



NOUVELLES MESURES 2021





L'ACTION CLIMATIQUE SOUS L'ANGLE COLLECTIF

Normes sociales liées à l'action climatique

La population est de plus en plus convaincue qu'il existe un consensus au Québec sur la nécessité d'agir contre les changements climatiques (70 %, +13 pts). Cependant, seule une minorité (33 %) considère que chacun pose des gestes concrets et cette perception est pratiquement inchangée depuis 2019. Autrement dit, la population perçoit un écart de plus en plus grand entre les paroles et les actes des citoyennes et des citoyens. Cette perception peut contribuer à expliquer l'augmentation des sentiments de colère et d'impuissance, et à nourrir la conviction grandissante que ce sont les solutions technologiques qui permettront de régler le problème des changements climatiques (techno-optimisme).



« La population québécoise soutient l'idée qu'il est nécessaire d'agir collectivement contre les changements climatiques. »

Sentiment d'efficacité collective



« Le Québec, à travers tous ses acteurs (gouvernement, entreprises, municipalités, institutions, individus, etc.), a la capacité d'agir efficacement contre les changements climatiques. »

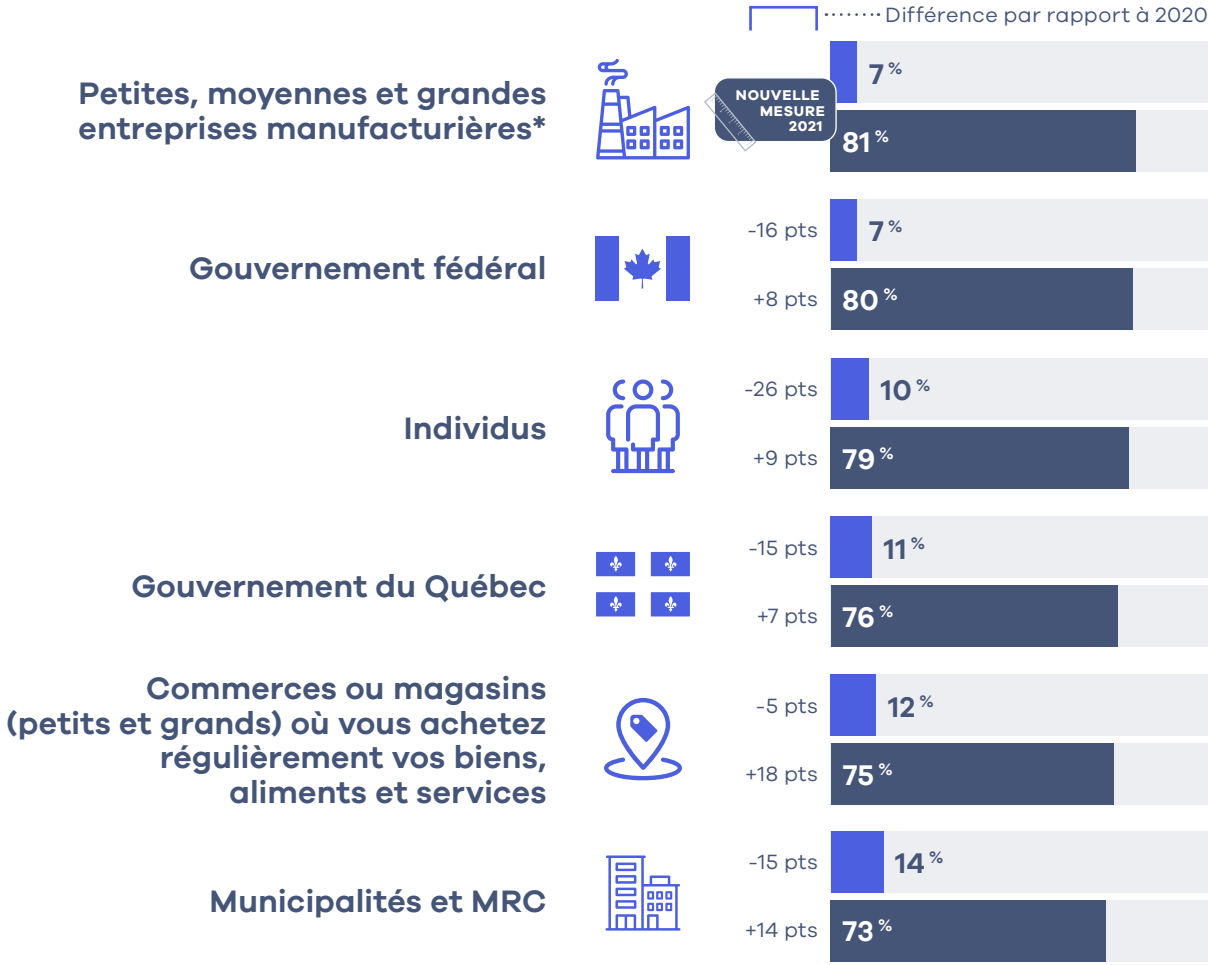


« La majorité des Québécoises et des Québécois font leur part, individuellement, pour agir contre les changements climatiques. »



Perception de la responsabilité en matière d'action climatique

La population est de plus en plus critique et exigeante en matière d'action climatique: la majorité considère que toutes et tous devraient en faire davantage pour lutter contre les changements climatiques, une perception qui s'est intensifiée depuis 2020. Les femmes et les personnes détenant un niveau de scolarité universitaire sont particulièrement exigeantes envers l'ensemble des acteurs.



- Font ce qu'elles et ils doivent faire
- Devraient en faire plus



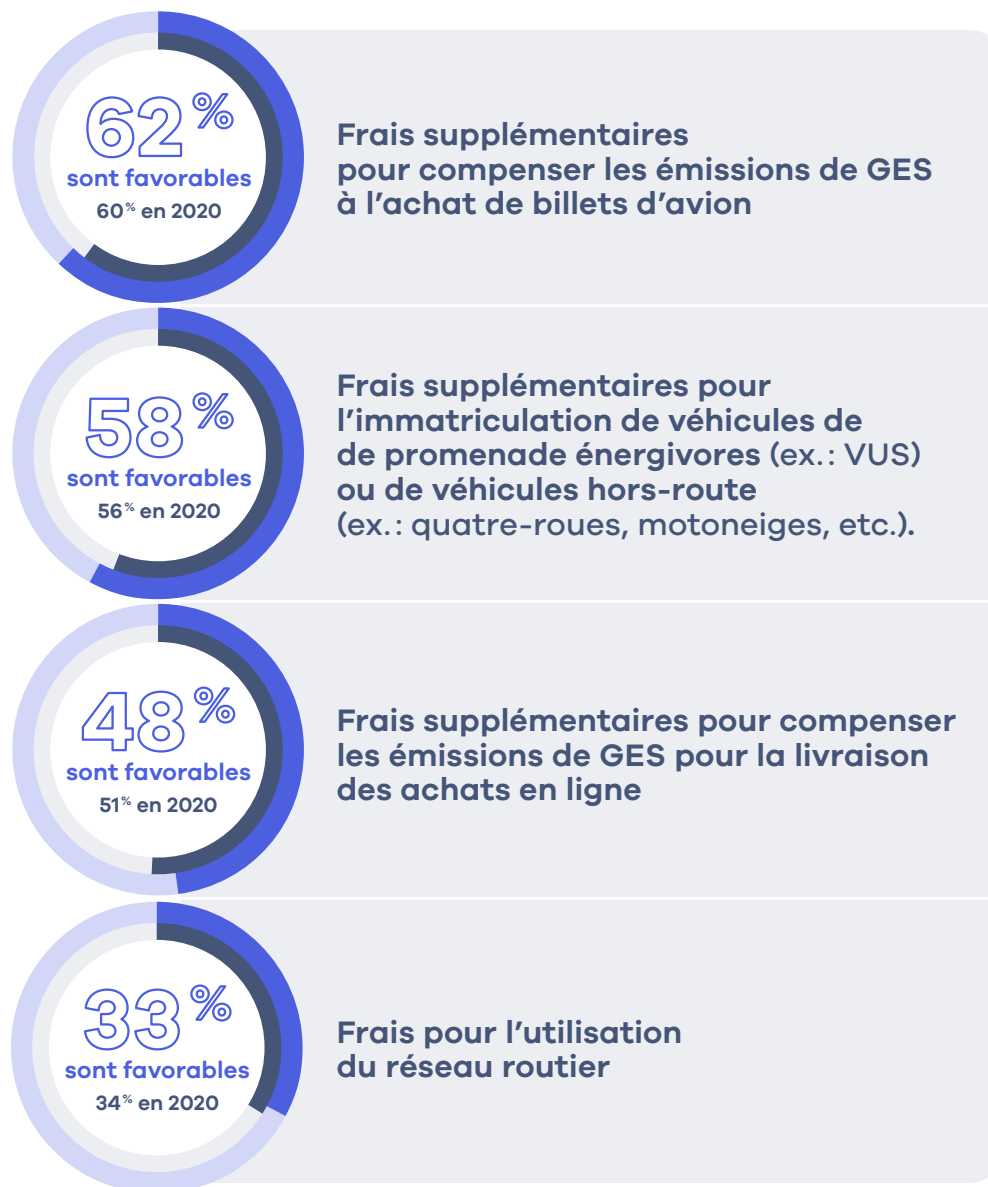
*Dans les éditions précédentes du Baromètre, la formulation retenue était «Entreprises industrielles». En 2020, 14 % des répondantes et des répondants considéraient que ces entreprises «faisaient ce qu'elles devaient faire» pour le climat, et 81 % estimaient qu'elles devraient en faire davantage. En raison du changement de formulation, il n'est pas possible de comparer les résultats de 2020 et de 2021 dans cette catégorie.

Attitudes à l'égard de mesures de lutte et d'adaptation aux changements climatiques

Différentes mesures peuvent être mises en place pour limiter les émissions de GES générées à l'échelle individuelle. Parmi les mesures proposées aux personnes interrogées, seules deux d'entre elles reçoivent l'appui de la majorité, soit l'instauration de frais supplémentaires pour compenser les émissions de GES à l'achat de billets d'avion et de frais supplémentaires pour l'immatriculation de véhicules de promenade énergivores (ex.: VUS) ou de véhicules hors-route (ex.: quatre-roues, motoneiges, etc.). Les personnes de 55 ans et plus sont plus favorables à ces mesures que les plus jeunes. Les deux autres mesures (liées à l'instauration de frais supplémentaires pour les achats en ligne et l'utilisation du réseau routier) n'obtiennent pas l'appui de la majorité, et leur soutien est en déclin par rapport à 2020.

Plus le niveau de scolarité des répondantes et des répondants est élevé, plus elles et ils sont susceptibles d'appuyer ces quatre mesures. Le revenu annuel des personnes sondées, quant à lui, n'a pas d'influence significative sur l'appui accordé.

Dans quelle mesure êtes-vous favorable aux mesures suivantes pour financer directement des projets de lutte contre les changements climatiques ?



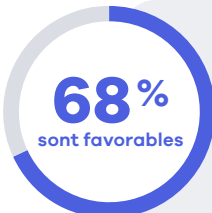


Des mesures à l'échelle collective peuvent également être adoptées pour favoriser l'atténuation des émissions de GES et l'adaptation du Québec aux changements climatiques. Ces mesures reçoivent un appui plus favorable de la part des Québécoises et des Québécois que les mesures individuelles. À nouveau, les personnes de 65 ans et plus ainsi que celles détenant un diplôme universitaire sont les plus susceptibles de soutenir ces mesures. Et, plus spécifiquement, les femmes sont significativement plus nombreuses que les hommes à soutenir les mesures relatives à l'instauration d'un cours obligatoire ainsi qu'à la création d'un programme de soutien aux individus les plus affectés par les changements climatiques.

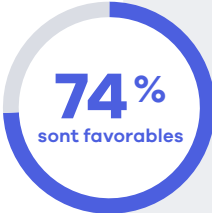


NOUVELLES MESURES 2021

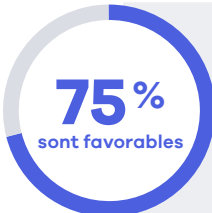
Dans quelle mesure êtes-vous favorable à l'idée qu'une partie de vos impôts soit investie dans la mise en place des mesures d'action climatique suivantes au Québec ?



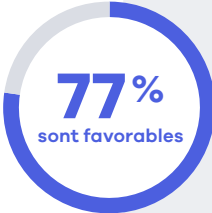
Créer un programme d'aide pour soutenir les individus les plus affectés par les changements climatiques



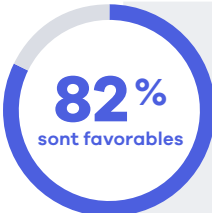
Rendre obligatoire un cours sur les enjeux climatiques et environnementaux et l'écocitoyenneté dans les curriculums scolaires du primaire à l'université



Soutenir financièrement la construction et/ou la rénovation des bâtiments (résidentiels, commerciaux, publics, etc.) pour qu'ils soient carboneutres



Soutenir financièrement le développement ou le maintien d'initiatives d'urbanisme écologique (ex. : verdissement des villes, lutte à l'étalement urbain, etc.)



Soutenir financièrement le développement ou le maintien d'initiatives agricoles locales et à petite échelle

Perception des entreprises engagées dans l'action climatique

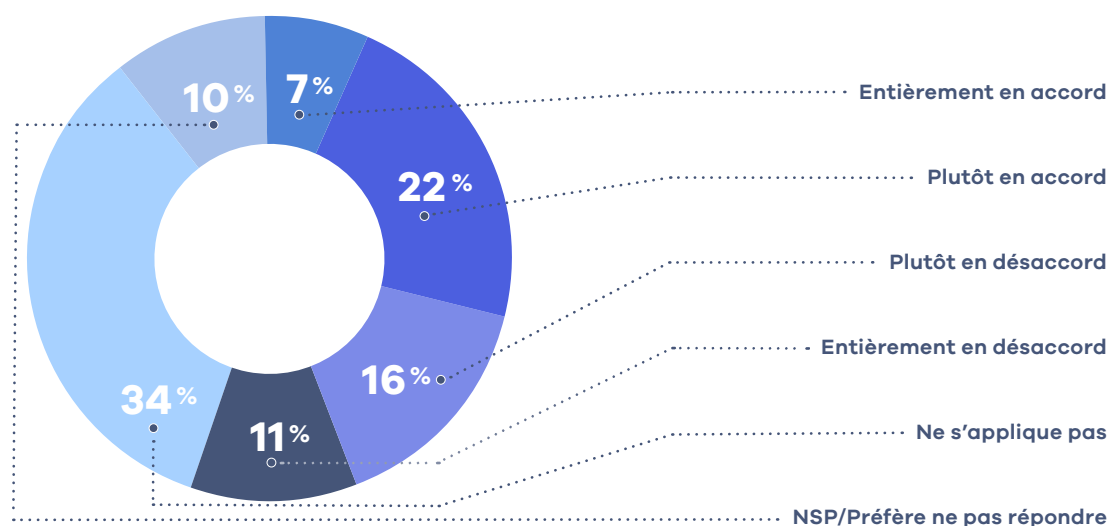
Parmi la population québécoise, 38 % considèrent que l'engagement concret d'une entreprise ou d'une organisation dans la lutte aux changements climatiques a beaucoup d'influence sur leur choix d'y travailler. Il s'agit d'une forte baisse par rapport à 2020 (-22 pts). Le contexte pandémique, ayant provoqué la perte de nombreux emplois, peut contribuer à expliquer ce phénomène.

Par ailleurs, seuls 29 % considèrent que l'entreprise ou l'organisation où ils travaillent s'engage suffisamment dans l'action climatique. Les hommes sont plus susceptibles d'être satisfaits de l'engagement de l'entreprise ou de l'organisation où ils travaillent que les femmes.



NOUVELLE MESURE 2021

« L'entreprise ou l'organisation pour laquelle je travaille me semble faire sa part dans la lutte contre les changements climatiques. »



NSP/Préfère ne pas répondre: 22 %
(8 % en 2020)



LES ACTRICES ET LES ACTEURS **DE L'ACTION CLIMATIQUE**



Une segmentation toujours pertinente

L'édition 2019 du Baromètre de l'action climatique a offert une première segmentation de la population québécoise, qui a été raffinée en 2020. Définir les sous-groupes qui composent la population permet de suggérer les pistes de communication-marketing les plus efficaces pour stimuler l'action climatique auprès de chacun d'eux.

Les données de 2021 indiquent un découpage similaire à celui de l'an dernier, composé de six grands segments répartis sur un continuum allant des individus les plus préoccupés et les plus engagés jusqu'aux personnes les plus indifférentes aux enjeux climatiques. Toutefois, en raison des modifications importantes apportées au questionnaire cette année, il est impossible de fournir une mise à jour en tous points similaires aux six segments de 2020. Cette mise à jour, adaptée aux nouveaux paramètres du questionnaire, sera plutôt présentée dans les prochaines éditions du Baromètre.



Des racines communes au cœur de l'action climatique

Quelles sont les caractéristiques des personnes les plus susceptibles de passer à l'action climatique ou d'adhérer à des mesures visant à lutter contre les changements climatiques ou à s'y adapter ? Les profils des actrices et des acteurs climatiques sont-ils similaires ou différents, selon que l'on s'intéresse aux grands choix de vie, aux comportements ponctuels, à l'implication dans la sphère citoyenne, à l'acceptation de mesures contraignantes pour les individus ou à l'adhésion à des mesures plus collectives ?

Pour répondre à ces questions, les pages suivantes présentent trois exemples de comportements d'action climatique ainsi que deux exemples de mesures pouvant être mises en place pour atténuer les émissions de GES ou pour que la population s'adapte aux changements climatiques. On y compare les profils des individus qui affirment les adopter ou y adhérer, à ceux qui s'en éloignent. On y constate que la perception de l'urgence climatique, ainsi que le fait d'avoir subi les impacts des changements climatiques, influencent fortement la disposition à l'action climatique. Les femmes sont également à l'avant-scène de l'action climatique.

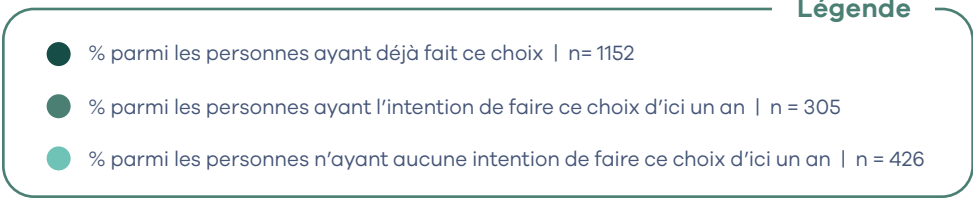
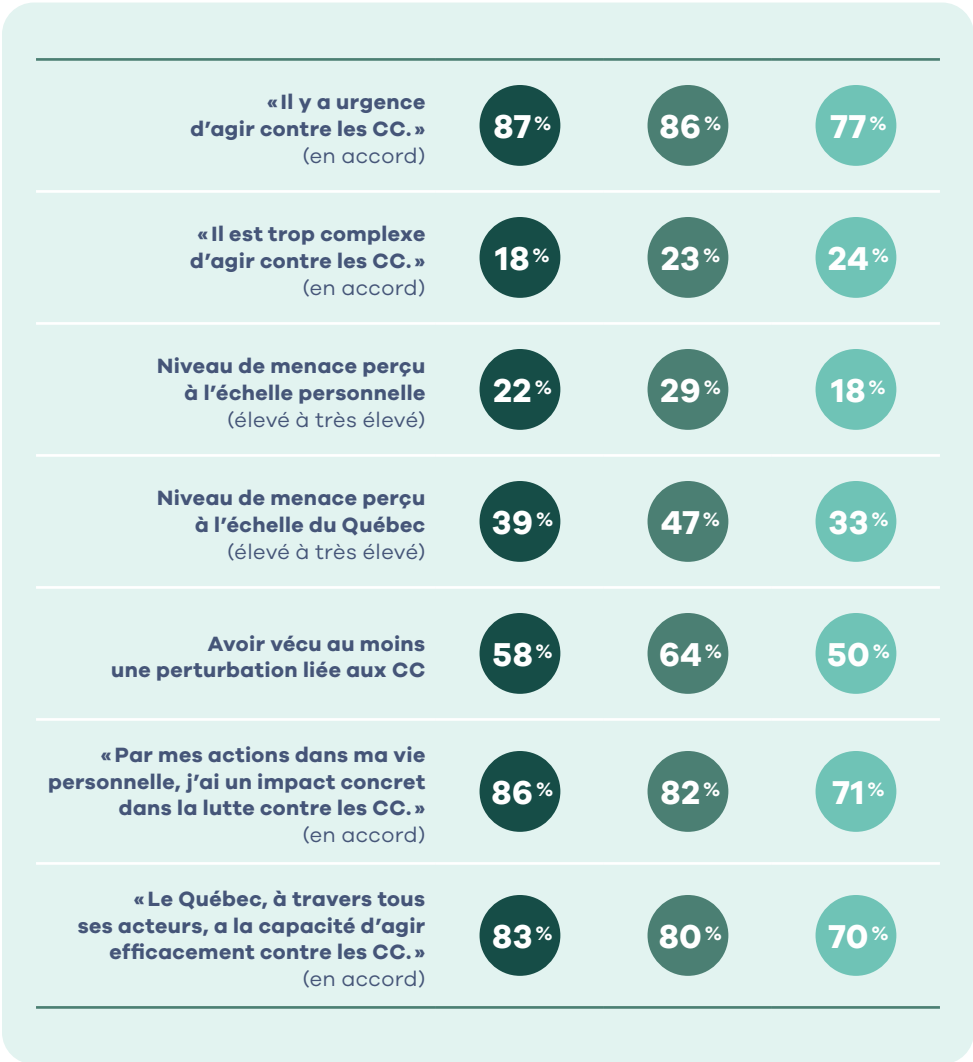


Choisir un domicile à proximité de ses activités principales (travail, loisirs, etc.)

Parmi les grands choix de vie allégeant de façon importante l'empreinte climatique des individus, c'est la décision de résider à proximité de ses activités principales — ce qui permet ainsi de limiter ses déplacements en voiture et, possiblement, de lutter contre l'étalement urbain — qui est la plus populaire auprès des Québécoises et des Québécois. Bien que le choix du lieu de résidence ne dépende pas uniquement de considérations environnementales (ex.: l'accès à des logements abordables est également un enjeu), on constate que les personnes qui habitent à proximité de leurs activités principales perçoivent une forte urgence d'agir devant la menace climatique, qui leur paraît également plus élevée qu'aux autres.



Les femmes, les personnes âgées de 55 ans et plus et celles détenant un diplôme universitaire sont les groupes les plus susceptibles de faire ce choix de vie.





Minimiser le plus possible la consommation de viande

Minimiser la consommation de viande est un comportement adopté par un grand nombre de Québécoises et de Québécois, mais cette idée ne plaît pas encore à tous. Si plusieurs considérations distinctes des questions climatiques (ex.: santé, éthique, etc.) peuvent contribuer à expliquer l'adoption de ce comportement, on constate néanmoins que certaines prédispositions environnementales le favorisent. Parmi ces facteurs figurent la perception de l'urgence d'agir, la reconnaissance des changements climatiques comme une menace personnelle et collective.

Au contraire, les gens peu disposés à diminuer leur consommation de viande sont moins enclins à percevoir tant l'urgence que la menace climatique à l'échelle personnelle. Ils sont également plus nombreux à considérer que l'action climatique est trop complexe.



Femmes



55 ans et +



Scolarité universitaire

Les femmes, les personnes âgées de 55 ans et plus et celles détenant un diplôme universitaire sont les groupes les plus susceptibles de minimiser leur consommation de viande.

« Il y a urgence d'agir contre les CC. » (en accord)	91%	89%	76%
« Il est trop complexe d'agir contre les CC. » (en accord)	16%	18%	26%
Niveau de menace perçue à l'échelle personnelle (élevé à très élevé)	28%	24%	14%
Niveau de menace perçue à l'échelle du Québec (élevé à très élevé)	48%	41%	27%
Avoir vécu au moins une perturbation liée aux CC	61%	60%	50%
« Par mes actions dans ma vie personnelle, j'ai un impact concret dans la lutte contre les CC. » (en accord)	88%	79%	74%
« Le Québec, à travers tous ses acteurs, a la capacité d'agir efficacement contre les CC. » (en accord)	85%	85%	75%

Légende

- % parmi les personnes adoptant déjà ce comportement | n = 863
- % parmi les personnes ayant l'intention d'adopter ce comportement d'ici un an | n = 359
- % parmi les personnes n'ayant aucune intention d'adopter ce comportement d'ici un an | n = 683

Voter pour une candidate ou un candidat ou encore un parti qui s'engage à agir pour le climat

Le contexte électoral de l'automne 2021 a offert aux Québécoises et aux Québécois deux occasions (à l'échelle fédérale et municipale) de poser un geste d'implication citoyenne, soit d'aller voter pour une candidate ou un candidat ou encore un parti politique qui s'engage à agir pour le climat. Parmi les personnes sondées, seulement une personne sur deux a déclaré avoir déjà posé ce geste ou avoir l'intention de le faire dans la prochaine année, ce qui incluait, au moment du sondage, les élections municipales (8 novembre 2021). Le fait de percevoir l'urgence d'agir et de se sentir personnellement sous la grande menace des changements climatiques, notamment en raison d'au moins une perturbation subie en lien avec ces derniers, favorise cette action citoyenne. Celles et ceux qui le font sont également particulièrement animés par de forts sentiments d'efficacité personnelle et collective.



Femmes



18 à 34 ans



Scolarité universitaire

Les femmes, les personnes âgées de 18 à 34 ans et celles détenant un diplôme universitaire sont les groupes les plus susceptibles de voter pour une candidate ou un candidat ou encore un parti s'engageant à agir pour le climat.

« Il y a urgence d'agir contre les CC. » (en accord)	96 %	87 %	66 %
« Il est trop complexe d'agir contre les CC. » (en accord)	15 %	21 %	32 %
Niveau de menace perçue à l'échelle personnelle (élevé à très élevé)	31 %	18 %	13 %
Niveau de menace perçue à l'échelle du Québec (élevé à très élevé)	50 %	43 %	22 %
Avoir vécu au moins une perturbation liée aux CC	65 %	54 %	48 %
« Par mes actions dans ma vie personnelle, j'ai un impact concret dans la lutte contre les CC. » (en accord)	88 %	83 %	57 %
« Le Québec, à travers tous ses acteurs, a la capacité d'agir efficacement contre les CC. » (en accord)	89 %	79 %	67 %

Légende

- % parmi les personnes ayant déjà posé ce geste | n = 785
- % parmi les personnes ayant l'intention de poser ce geste d'ici un an | n = 293
- % parmi les personnes n'ayant aucune intention de poser ce geste d'ici un an | n = 548



Adhérer à l'idée d'imposer des frais supplémentaires pour l'immatriculation de véhicules de promenade énergivores ou de véhicules hors-route

Malgré une forte proportion de la population québécoise qui perçoit l'urgence climatique, seule une minorité est prête à se départir de sa voiture. La vente de véhicules de promenade énergivores (ex.: VUS) a même augmenté au Québec ces dernières années. Néanmoins, l'idée d'imposer des frais supplémentaires pour l'immatriculation de ce type de véhicules (et de véhicules hors-route) reçoit l'appui d'un peu plus de la moitié (58%) de la population. Les individus qui s'y opposent sont beaucoup plus nombreux à penser qu'il est trop complexe d'agir contre les changements climatiques et qu'il n'y a pas d'urgence.



Femmes

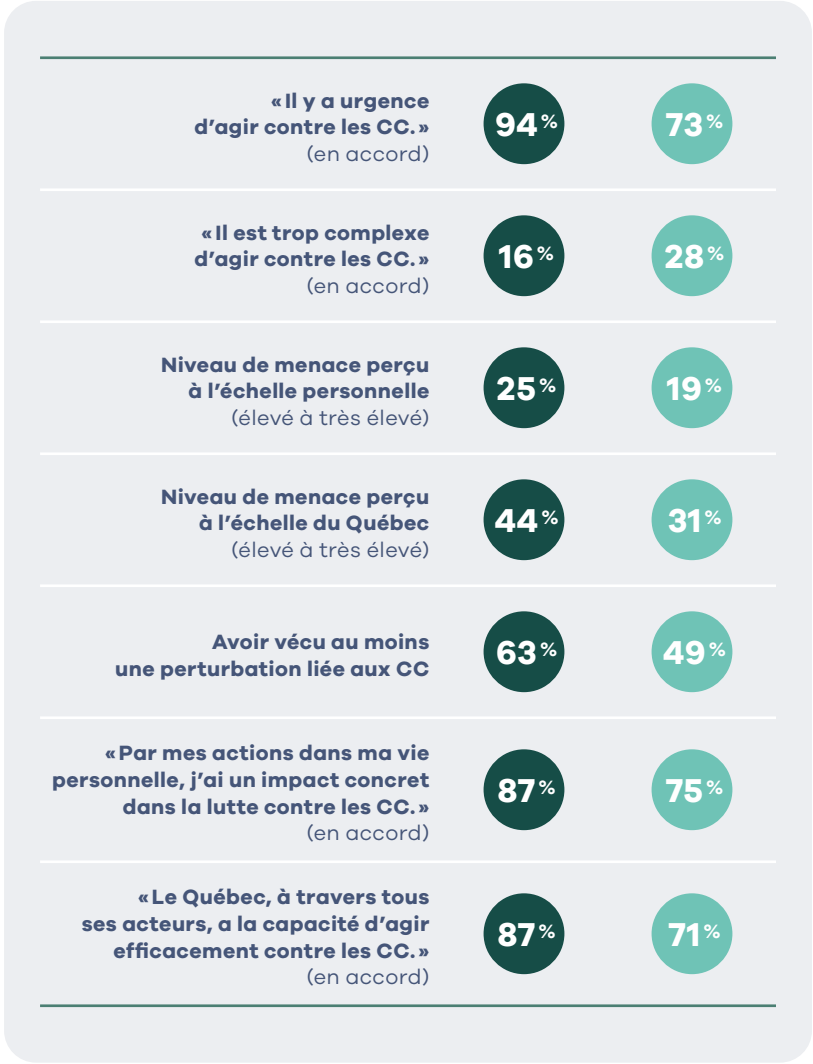


55 ans et +



Scolarité universitaire

Les femmes, les personnes âgées de 55 ans et plus et celles détenant un diplôme universitaire sont les groupes les plus susceptibles d'adhérer à cette mesure.



Légende

- % parmi les personnes favorables à cette mesure | n = 1151
- % parmi les personnes défavorables à cette mesure | n = 757



Adhérer à l'idée de créer un programme d'aide pour soutenir les individus les plus affectés par les changements climatiques

Une majorité de Québécoises et de Québécois (68%) est favorable à la création d'un programme d'aide pour soutenir les plus vulnérables aux changements climatiques. Le fait d'avoir soi-même subi une perturbation liée aux enjeux climatiques augmente la probabilité d'adhérer à cette mesure. Plusieurs cas de figure sont possibles: ces individus subissent peut-être encore les conséquences des changements climatiques, craignent de subir à nouveau les impacts ou alors montrent une forme de solidarité à l'égard des personnes à risque d'être affectées comme eux. Les individus favorables à cette mesure se sentent également investis d'un plus grand pouvoir d'agir, tant à l'échelle personnelle que collective.



Femmes



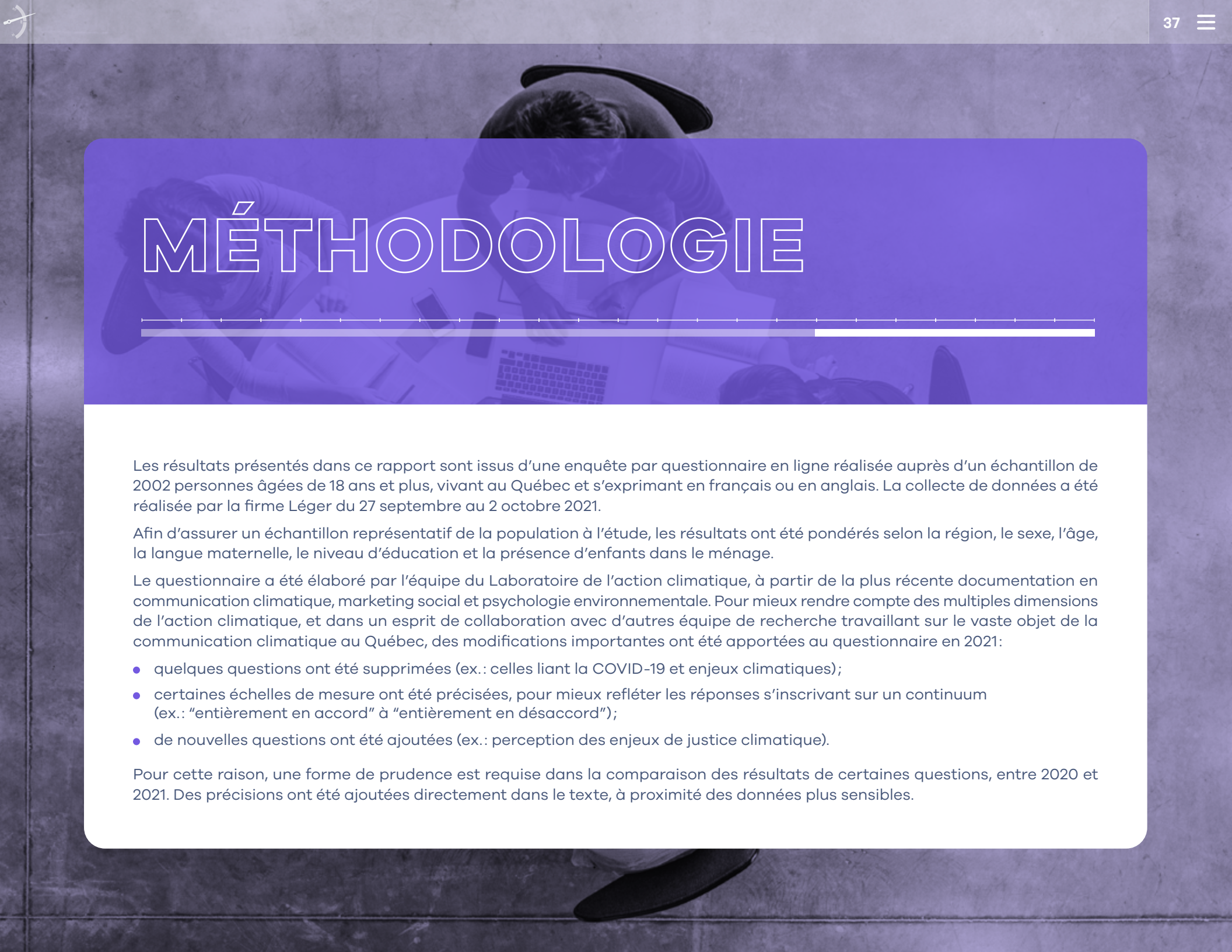
55 ans et +

Les femmes et les personnes âgées de 55 ans et plus sont les groupes les plus susceptibles d'adhérer à cette mesure.

« Il y a urgence d'agir contre les CC. » (en accord)	94 %	62 %
« Il est trop complexe d'agir contre les CC. » (en accord)	17 %	34 %
Niveau de menace perçu à l'échelle personnelle (élevé à très élevé)	26 %	16 %
Niveau de menace perçu à l'échelle du Québec (élevé à très élevé)	45 %	26 %
Avoir vécu au moins une perturbation liée aux CC	62 %	43 %
« Par mes actions dans ma vie personnelle, j'ai un impact concret dans la lutte contre les CC. » (en accord)	87 %	68 %
« Le Québec, à travers tous ses acteurs, a la capacité d'agir efficacement contre les CC. » (en accord)	87 %	65 %

Légende

- % parmi les personnes favorables à cette mesure | n= 1 355
- % parmi les personnes défavorables à cette mesure | n = 427



MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce rapport sont issus d'une enquête par questionnaire en ligne réalisée auprès d'un échantillon de 2002 personnes âgées de 18 ans et plus, vivant au Québec et s'exprimant en français ou en anglais. La collecte de données a été réalisée par la firme Léger du 27 septembre au 2 octobre 2021.

Afin d'assurer un échantillon représentatif de la population à l'étude, les résultats ont été pondérés selon la région, le sexe, l'âge, la langue maternelle, le niveau d'éducation et la présence d'enfants dans le ménage.

Le questionnaire a été élaboré par l'équipe du Laboratoire de l'action climatique, à partir de la plus récente documentation en communication climatique, marketing social et psychologie environnementale. Pour mieux rendre compte des multiples dimensions de l'action climatique, et dans un esprit de collaboration avec d'autres équipes de recherche travaillant sur le vaste objet de la communication climatique au Québec, des modifications importantes ont été apportées au questionnaire en 2021:

- quelques questions ont été supprimées (ex.: celles liant la COVID-19 et enjeux climatiques);
- certaines échelles de mesure ont été précisées, pour mieux refléter les réponses s'inscrivant sur un continuum (ex.: "entièrement en accord" à "entièrement en désaccord");
- de nouvelles questions ont été ajoutées (ex.: perception des enjeux de justice climatique).

Pour cette raison, une forme de prudence est requise dans la comparaison des résultats de certaines questions, entre 2020 et 2021. Des précisions ont été ajoutées directement dans le texte, à proximité des données plus sensibles.



Rapport du Laboratoire de l'action climatique,
une collaboration entre une équipe de recherche
de l'Université Laval et le média *Unpointcinq*

